

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANS HIP AUTO

La grosse Borne
16 560 Tourriers

Références : 2025_660_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007210461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement TRANS HIP AUTO implanté La grosse Borne 16 560 Tourriers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANS HIP AUTO
- La grosse Borne 16560 Tourriers
- Code AIOT : 0007210461
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de VHU visité est celui des Ets Turgné, qui accueille sur sa parcelle des VHU appartenant à un autre centre de VHU, Trans Hip Auto dont les installations principales sont basées à Tourriers pour lesquelles, il dispose d'un arrêté préfectoral d'enregistrement (rubrique 2712).

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/07/2014, article 1.2.2 dans sa rédaction issue de l'arrêté du 14/12/2020	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées s'est rendue le 09/04/2025 sur le site du centre de VHU TURGNE L. Ets, implanté La Chignolle 16 430 Champniers, afin de procéder à une visite d'inspection dans le cadre de l'opération territoires propres menée en lien avec la gendarmerie.

À cette occasion, la visite a permis de constater que ce site sert d'extension au centre VHU Trans Hip Auto que vous exploitez sur la commune de Tourriers et disposant d'une autorisation préfectorale pour l'exercice de centre VHU (enregistrement sous la rubrique 2712). Une telle extension, non incluse dans l'arrêté d'enregistrement de Trans Hip Auto, constitue une exploitation irrégulière qu'il convient de supprimer ou de régulariser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2014, article 1.2.2 dans sa rédaction issue de l'arrêté du 14/12/2020
Thème(s) : Situation administrative, Parcelles autorisées
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants : Commune : TOURRIERS Parcelles : Sections ZB 172 – ZB 173 – ZB 995 Lieux-dits : La Grosse Borne
Constats : Les installations enregistrées pour le centre de VHU Trans HIP Auto sont situées sur les parcelles ZB 172 et 173 ainsi que sur la parcelle ZB 995 de la commune de Tourriers. La parcelle ZB 995 a été intégrée par arrêté préfectoral complémentaire du 14/12/2020 pour régulariser une extension non autorisée constatée lors de l'inspection du 29/06/2020. Or, le 09/04/2025, jour de l'inspection du centre de VHU TURGNE L. Ets implanté La Chignolle, 16 430 Champniers, l'exploitant de ce centre indique qu'il accueille depuis peu environ 25 VHU déposés et stockés sur sa parcelle par Trans Hip Auto. L'exploitant de Trans Hip Auto, venu sur site, confirme la situation. L'inspection note par ailleurs que divers véhicules, identifiés comme appartenant à Trans Hip Auto, sont pour partie recouverts de végétation. L'inspection précise à l'exploitant de Trans Hip Auto que, en l'état, il exploite de manière irrégulière un site qui constitue une extension (installations connexes) des installations de son ICPE de Tourriers, alors même que l'arrêté d'autorisation n'inclut pas cette extension sur le territoire de la commune de Champniers. Cette situation est pénalement répréhensible.



Figure 1: VHU de la société Trans Hip Auto identifiées sur le site des Ets TURGNE, lieu-dit La Chignole à CHAMPNIERS



Figure 2: VHU de la société Trans Hip Auto

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra régulariser, sous 15 jours, la situation administrative de son installation en évacuant les VHU présents sur la parcelle de TURGNE L. Ets implantée La Chignolle 16 430 Champniers.

L'exploitant transmettra les justificatifs (photos, listing du nombre de véhicules, documents de traçabilité des VHU) de cette régularisation. En tout état de cause, l'inspection procédera à un constat sur site de la bonne évacuation des VHU.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées et justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours